

Au début du siècle, notre population était en majorité rurale, et notre économie était avant tout agricole. A cette époque, la terre était le principal capital de beaucoup de Canadiens. Autrefois, chaque Canadien, ou du moins chaque famille canadienne, ou à peu près, avait sa terre dont elle vivait, dont elle tirait les biens qui constituaient ses économies et donc son assurance pour les jours difficiles. La terre elle-même, étant donné qu'elle était toujours là, constituait une réserve et une assurance pour l'avenir.

Mais aujourd'hui que notre population est devenue en majorité urbaine et qu'elle vit pour la plus grande partie d'une économie devenue industrielle, le fermier devenu ouvrier a perdu sa terre; il n'a plus que son salaire pour tout avoir, et comme il n'est pas dans la plupart des cas en mesure d'économiser en prévision des jours difficiles, il se trouve sans capital, sans réserves, sans assurances. Ainsi l'urbanisation de la population rend celle-ci plus sujette aux aléas de l'économie et en fait au 20^e siècle un objet de soucis pour l'Etat. Et c'est ainsi que nous avons vu naître l'assurance sociale, tous, employeurs et employés, contribuant, soit par l'impôt, soit par des prestations spéciales, à assurer le bien-être de l'individu. Sans ces contributions, la notion de respect des valeurs humaines ne serait plus qu'une formule creuse et vide de sens. Voilà une responsabilité d'homme, une responsabilité d'adulte, qui incombe aujourd'hui au citoyen canadien par suite des développements du 20^e siècle.

D'aucun se plaignent que les taxes qui découlent de cette responsabilité particulière sont lourdes, surtout depuis que le contribuable a entendu son collègue, le ministre des Finances, dire dans son dernier discours du budget, que les budgets futurs étaient destinés à demeurer au niveau des deux milliards et demi. Que l'on puisse se plaindre de certaines taxes, je le conçois, et le gouvernement demeure toujours prêt à apporter les améliorations requises, après étude des critiques et des suggestions. Mais que l'on se plaigne de l'ensemble de notre structure fiscale, à mon avis, ce n'est guère mieux que de se plaindre d'avoir des responsabilités d'adultes, ou encore se plaindre de vivre au 20^e siècle.

Or, une telle attitude n'est certainement pas justifiée au Canada, alors que nous sommes dans une situation privilégiée, au moment même où des découvertes de pétrole, de fer et de titane nous ouvrent une nouvelle ère de développement économique sans précédent. La guerre a occasionné un essor considérable dans le domaine de l'aviation, et ce moyen de transport maintenant en usage dans toutes les parties du Canada a sensiblement modifié notre notion des distances. Il nous rapproche des autres continents, accélère nos communications, mais aussi il a rendu infiniment plus facile l'exploration de riches territoires jusqu'ici difficilement accessibles. C'est l'extension de notre zone exploitable qui a permis la découverte de ces nouvelles et abondantes ressources.

Et nous sommes loin d'avoir terminé la reconnaissance de tout notre territoire. Nos ressources non exploitées sont probablement plus importantes que notre richesse exploitée. Les découvertes pétrolifères de l'Alberta pourraient bien faire du Canada, dans quelque temps, un exportateur de pétrole, alors que jusqu'à dernièrement nous ne produisions qu'une bien faible proportion de notre consommation. L'importation des Etats-Unis d'une grande quantité de pétrole nous coûtait des sommes énormes; le jour n'est peut-être pas éloigné où, grâce à l'exploitation de nos champs pétrolifères, nous pourrions économiser des centaines de millions de dollars américains, ce qui constituera un avantage des plus appréciables pour l'achat d'autres denrées. Les découvertes d'importants gisements de minerai de fer dans la région du Labrador pourraient bien aussi faire avant longtemps du Canada le plus grand pourvoyeur du continent nord-américain.

C'est dire que nous possédons les éléments essentiels pour que notre richesse nationale s'accroisse énormément. Or cette augmentation de notre richesse nationale nous permettra de nous acquitter encore mieux de nos responsabilités. Préparons-nous donc, en conséquence, aux nouvelles conditions, aux nouveaux développements et, en un mot, soyons pleinement de notre siècle! Nous serons pleinement de notre siècle si nous sommes bons Canadiens et si, comme tels, nous justifions l'envie et l'admiration que suscite le nom de notre pays dans le cœur de l'étranger.